

# COALITION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA PAIX DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES ET DANS D'AUTRES RÉGIONS AFFECTÉES

## RAPPORT N° 001/ 2020

### ***MASSACRE DE NGARBUH : DES GRAVES CRIMES CONTRE L'HUMANITE QUI NOUS INTERPELLENT TOUS !***

Nous, **Coalition des organisations de la société civile pour les droits de l'homme et la paix dans les régions anglophones et autres régions affectées (la Coalition)**, créée en décembre 2019, par 32 OSC camerounaises, en raison de la crise anglophone actuelle, souhaitons porter à :

### **L'attention de la communauté nationale et internationale les faits suivants:**

1. Suite à l'alerte reçu de nos membres sur le terrain, aux informations circulant sur les réseaux sociaux et faisant état d'un énorme massacre au **village Ngarbuh**, Arrondissement de NDU, Département de Ndonga-Mantum, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun la Coalition a mis en place une **mission d'enquête Pro-bono** dans le cadre de la **Surveillance, Documentation et Reportage** (SDR) en droits humains, en vue de faire la lumière sur cet horrible incident de violations des droits de l'homme,
2. Après avoir constaté les graves dommages humains et matériels, et discuté avec des témoins oculaires et des survivants, ladite mission a établi les faits suivants.

3. Le massacre des populations civiles a eu lieu dans le village de **Ngar** (également connu sous le nom de **Ngarbuh**), une localité agricole, situé aux frontières de Wibum et Nso (arrondissement Ndu et Nkum).
4. Dans la nuit du Jeudi 13 février 2020, des éléments appartenant à l'armée camerounaise, accompagnés par des bergers et d'autres milices armées pro gouvernement, ont campé dans les villages voisins **Chii et Fiiru**,
5. Le vendredi **14 février 2020, vers 3 heures du matin**, alors que les villageois dormaient, une attaque est lancée dans le village de Ngar depuis **Fiiru** par une opération conjointe composée de six **militaires**, trois hommes armés qui seraient des ex-combattants des forces de restauration de l'Etat virtuel d'Ambazonie et de nombreux bergers. L'opération a consisté entre autres à brûler et à tirer partout, visant notamment certaines maisons qui appartiendraient à des combattants ambazoniens ou à leurs familles.
6. Selon des témoins oculaires et des survivants, l'attaque était dirigée par l'ancien combattant qui a conduit un groupe armé ambazonien à Ngarbuh, le sieur **Nfor Marcel** appelé «**Bullet**». Il a en principe rejoint en ce moment le programme national de désarmement et réintégration.
7. L'attaque était sanglante, personne n'a été épargné, Certains villageois ont été brûlés et ceux qui n'ont pas pu se trouver un abri ont été **tués par balles** comme le démontre les corps des victimes.
8. Les femmes enceintes et les enfants qui ont échappé aux coups de feu et aux coups de machettes, en s'abritant dans une maison, ont **tous été brûlés vifs**.
9. Certains survivants ont attesté que **13 maisons** au total, concentrées sur des dizaines de mètres de rayon, ont été incendiées et que de nombreux villageois ont été brûlés vifs (beaucoup de corps sont d'ailleurs non identifiables). Plusieurs personnes sont portées disparues à la suite de ce raid.
10. Parmi les **35 corps découverts** jusqu'à présent, **trois (3) étaient ceux des femmes enceintes**, et **trois (3) des enfants** appartenant à une famille d'environ 9 personnes tuées.
11. Parmi les victimes, **neuf (9) hommes**, sept **(7) femmes** et **14 enfants**, dont **trois** de moins de trois ans.Plusieurs corps calcinés non identifiés.
12. Après le massacre, les villageois disent avoir reçu une alerte provenant selon eux du chef du village de **Ntumbuw (Ngarbuh en est un quartier)** qui relayait ainsi les menaces de certains soldats, leur disant qu'ils avaient trois jours pour quitter les lieux, sinon ils devaient s'attendre au pire.

13. Après le départ des militaires, certains villageois aidés par quelques pasteurs. Et des combattants ambazoniens, ont enterré les victimes le samedi 15 dans de nombreux **charniers** avec l'aide

14. Il est possible que le nombre de morts soit revu à la hausse, car beaucoup sont encore couchés dans des conditions critiques dans certains hôpitaux notamment **l'hôpital Baptiste de Banzo** (comme c'est le cas d'une femme enceinte, Mme Shuka Ngon, âgée de 30 ans, opérée immédiatement après son arrivée à l'hôpital après avoir été gravement torturée avec pour conséquence le décès du bébé qu'elle portait). Des villageois continuent de rechercher certains membres de leur famille dont ils n'ont pas de nouvelles depuis l'attaque.

15. Selon des témoignages, certains éléments de l'armée impliqués dans l'attaque sont retournés sur les lieux quelques heures après pour intimider et procéder à la saisie des téléphones portables des habitants dudit village. Cela a involontairement poussé de nombreux habitants à se réfugier dans les buissons et les villages voisins.

16. 48 heures après le massacre, le **16 février à 11 h 29mn** sur la page Facebook du programme de désarmement, démobilisation et réintégration, notamment le Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (CNDDR) a mentionné que les *«Amba veulent que leurs enfants meurent afin qu'ils pleurent pour le génocide et que, dans la mesure où les combattants ambazoniens continuer d'exister, tous les corps, y compris les enfants, continueront d'être ciblés»*. Sur cette même page on peut aussi lire *"Tant que les garçons Amba existent dans vos communautés, il y aura des victimes, et certains d'entre eux seront des enfants. C'est ce qu'on appelle des dommages collatéraux. AmbaFools s'assoient à l'étranger et dit, nous devons casser des œufs pour faire une omelette"*

17. Environ 72 heures après le massacre, dans le communiqué de presse radio N° 0104/CRP/MINDEF/019 du 17 février 2020, signé par le capitaine de Frégate, le Colonel ATONFACK GUEMO, chef de la Division de la communication, *«Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense dément formellement ces allégations mensongères, et précise, à la lumière des informations méthodiquement et professionnellement recoupées qu'il s'agit tout simplement d'un malheureux accident, conséquence collatérale des opérations de sécurisation en cours dans la Région»* et a conclu que le meurtre de civils et la destruction de biens à Ngarbuh résultaient d'une confrontation militaire avec des séparatistes, car l'armée était en train de déloger une base des séparatistes.

18. Dans ce communiqué controversé, le ministère de la défense contredit le sous-préfet de Ndu, monsieur Adamu Shaibu, qui croit fermement à la thèse selon laquelle les séparatistes combattants en tenue civile attaquaient leurs collègues séparatistes qui portaient des uniformes militaires et que les militaires ne se sont pas rendus à Ngarbuh et n'étaient pas impliqués dans les combats.

19. Selon des sources concordantes, il y a lieu de noter que de tels phénomènes se seraient déjà produits à ballikumbat dans le département de Ngoketunjia, à BabankiTungo, dans le département de la Mezam,

20 Selon des informations disponibles, des attaques sont récurrentes dans les villages. Celles-ci ont été ces derniers temps perpétrées par les groupes armés séparatistes qui se donnent à cœur joie dans les incendies des maisons, les enlèvements avec demande de rançon, tortures, traitements cruels inhumains et dégradants, etc.

21. Plusieurs tueries ont été commises en régions anglophones aussi bien par les éléments des forces de défense et de sécurité que par les groupes armés séparatistes au cours de ces derniers mois

22. Il s'agit de violations graves des droits de l'homme au sens de la **Déclaration universelle des droits de l'homme** (DUDH) de 1948, du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** (PIDCP) de 1966, de la **Charte africaine des droits de l'homme et des peuples** (CADHP) de 1981, de la **Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants** (CAT) du 10 décembre 1984, toutes ratifiées par le Cameroun.

26. Ces faits ci-haut présentés sont constitutifs de crimes graves (meurtres, tortures, attaques contre les populations civiles et notamment les pillages et les destructions des biens, etc...).

## **EU EGARD A TOUT CE QUI PRECEDE, LA COALITION:**

1. **condamne sans équivoque** les attaques armées contre la population civile dans le NOSO.

2. **Constata, avec regret**, que le gouvernement camerounais a manqué à ses engagements internationaux de protéger les civils d'une part, et de lancer immédiatement une enquête urgente et efficace sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme contre ses forces de défense et de sécurité d'autre part.

2. **Demanda, avec insistance, une commission d'enquête internationale indépendante** avec la participation des défenseurs des droits de l'homme afin de clarifier toutes les circonstances et d'établir de manière claire et définitive des responsabilités dans un délai très court.

3. **Demanda, avec fermeté**, au gouvernement camerounais de réparer les dommages et préjudices causés par cette attaque qu'il a honteusement qualifié de « dommages collatéraux ».

4. **Demanda instamment**, que tous les acteurs de la chaîne qui ont contribué à quelque niveau que ce soit à l'attaque et au massacre des femmes et des enfants de Ngarbuh soient traduits en justice dans un bref délai.

5. **Exige** du Gouvernement camerounais, la mise en place urgente d'un dispositif de protection des témoins et des survivants ; ceux-ci ont des déterminants de la réussite des enquêtes et des poursuites dans le système de justice pénale

7. **Demande instamment** au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et aux organisations de défense des droits de l'homme de contribuer efficacement à mettre fin à l'impunité des acteurs de violations des droits de l'homme.

9. **Prie**, la communauté internationale et les pays amis du Cameroun, d'agir afin de persuader le gouvernement camerounais d'engager un processus de résolution du conflit à travers des négociations directes avec les chefs des groupes d'opposition armés

10. **Demande** aux groupes armés séparatistes de cesser leurs attaques contre les populations et les enfants.

11. **Rappelle** aux groupes armés séparatistes qu'ils sont tout aussi responsables des massacres sur les populations civiles et seront appelés à répondre de leurs actes

Fait à Yaoundé, le 18 février 2020

**Par la COALITION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA PAIX DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES ET DANS D'AUTRES RÉGIONS AFFECTÉES**

**Pour la Coalition**

**Ont signé :**

**Le Coordonnateur National de la Coalition**

M. NFORMI Willam, ( )

**Le Secrétaire Permanent de la Coalition**

Mme Cyrille Rolande BECHON, Nouveaux Droits de l'Homme  
Cameroun

Liste des Membres de la Coalition jointe

<b>NOM DE L'ORGANISATION</b>	<b>NOM DU REPRESENTANT</b>
"Humanis Right"	<b>CHAMANGO Blaise Aimé</b>
Nouveaux Droits de l'Homme	<b>Mme Cyrille Rolande BECHON</b>
"African Conscience"	<b>NJIMEKEH Clement</b>
"Indepedent HRD"	<b>AMBOH Gordon</b>
"Refugee Welfare Association Cameroon" REWAC	<b>JUSTICE MUKETE TATHLE Itoe</b>
"VOCONU"	<b>NFORMI William Ngege</b>
"African Conscience"	<b>NGONG Magnus</b>
"Footsteps for Women and Children-Cameroon FOWEC-CAM	<b>YUVEN Juliana</b>
"Solutions Cameroun"	<b>YIMGA Marie André</b>
"Sustainable Action for Community Development Cameroun" SACOD	<b>CHEYEH JuluisNgwan</b>
"CommunityDevelopmentWorker" YDETPA	<b>MARAH Lizette Ache</b>
" Community Assistance in Development"COMAID	<b>FAHBEI Mabel</b>
"Community Human Right and Advocacy Center" CHRAC	<b>FOTOH Titus</b>
"African Conscience"	<b>TARNTEH AMADU( Coordinator)</b>
Civil Society Platform for Democracy	<b>Dr Hilaire KAMGA</b>
"Association des Amis du Droit" AAD	<b>POJUME Hugues ( Coordonnateur Régional Spécial)</b>
"TomorrowChildren"	<b>RIENGOUON NJAYOU Mariama</b>
"African Conscience"	<b>NGWENFUNI NGOPELIE Fritz ( ViceRegionalCoordinator)</b>
"South West Region of Human Right Association"	<b>NDOMI Justin B.</b>
Mandela Center International	<b>Jean Claude FOGNO</b>
"IntegratedDevolpmentFoundation" IDF	<b>OUSSEMATOU Dameni</b>
"Children Care and Right Organisation"	<b>SOPGU KENNE Abraham</b>
"SWUHRA"	<b>NKEGOAH Ebenezer</b>
"Center for Reseach Education and Resources Distribution" CEREDEUP-TIKO	<b>ATABONG Felico</b>
"All WomenTogether"	<b>WEGUEM Ideline</b>
"SOS Jeunesse Libre"	<b>TOMMY Pascale Cynthia</b>

## Liste de quelques victimes du massacre de Ngarbuh (Bamenda)

Famille Sika, tous les 7 morts

1. Sika Ibrahim (père) 45 ans
2. Sika Assana (mère enceinte)
3. Sika Amsa- 9 ans, class 4
4. Sika Alima - 7 ans, class 3
5. Sika Yamsi- 6 ans, class 3
6. Sika Yasimiratou - 12 ans, class 6
7. Sika Soliatou - 5 ans, class 1

Kwecheri Gladys et 8 autres victimes de sa famille, toutes mortes

8. Kwecheri Gladys
9. Shey Diana- 15 ans, class 6
10. Shey Midian - 13 ans, class 6
11. Shey Jude - 9 ans, class 3
12. Shey Tracy - 5 ans, class 1
13. Shey Cynthia - 6 ans class 2
14. Mary Angel - 4 ans, école maternelle publique
15. Berinyuy -5 mois
16. Janet Ya'a- 45 ans

Famille de Pa AbdulaiSunjo

18. Pa AbdulaiSunjo - 80 ans
19. Muamshatu- 30 ans
20. Famille de Pa Alidu Bah
21. Pa Alidu Bah - 75 ans.
22. Kinyui, femme - 60 ans
23. Mubela, femme - 7 ans.

BLESSÉS

24. Shuka, femme, 30 ans: (actuellement enceinte à l'hôpital baptiste de Bansa. Elle a perdu la grossesse).
25. Justine, homme, 18 ans.

Enfants qui ont survécu au carnage

Famille de Sika

- Shakira, femme, 12 ans  
Usani, homme, 9 ans  
Gambo, homme, 6 ans

Village Ngarbuh à la veille du massacre



✕ DDR Cameroon



**DDR Cameroon**



5 h • 🌐

For as long as Amba boys exist in your communities, there will be casualties, and some of them will be children. It is called collateral damage.

AmbaFools sit abroad and say, we have to break eggs 🥚 to make an omelette..

😬 Who's eggs will be broken? Think about it.

**#MKPD**

**#DDRCameroon** 🇨🇲 💪

This is what Ambaboy in NWR do to their kids. They want them to die so that they cry genocide. 😬



Votre commentaire...













